

L'effet de l'investissement direct étranger sur la croissance économique en Afrique subsaharienne : le rôle des institutions

Fabrice NGUEGANG*

Luc NEMBOT NDEFFO**

Germain NDJIEUNDE***

Résumé- Cet article a pour objectif d'évaluer le rôle des institutions et de la gouvernance dans l'effet des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance du PIB par habitant pour 41 pays d'Afrique subsaharienne (ASS). Nous utilisons notamment un modèle PTR sur des données moyennes de trois ans sur la période 1996-2016. Les estimations économétriques montrent que le caractère démocratique des institutions, la qualité des services publics, le poids des réglementations et la primauté du droit exercent un rôle catalyseur, avec des seuils particuliers, dans l'effet de l'IDE sur la croissance. Elles montrent par contre un effet plus ambigu du degré de lutte contre la corruption et de la stabilité politique. L'analyse montre aussi des effets différenciés dans certaines Communautés économiques régionales d'ASS.

Classification JEL

E02, F23, O55, P52

Mots-clés

Investissement direct étranger
Institutions
Effet de seuil
Croissance économique
Afrique subsaharienne
CAE
CEEAC
CEDEAO
SADC

Les auteurs remercient les rapporteurs anonymes et le directeur éditorial de la revue pour leurs remarques et suggestions qui ont permis d'améliorer les versions antérieures de cet article.

* Université de Dschang ; f_nguegang@yahoo.ca

** Université de Dschang ; ndefluc@yahoo.fr

*** Université de Yaoundé 2 - Soa ; germain.ndjieunde@yahoo.fr

INTRODUCTION

L'objectif de cet article est d'analyser si dans un contexte d'intégration régionale en Afrique subsaharienne (ASS), l'investissement direct étranger (IDE) a un effet sur le PIB par habitant et si cet effet peut être conditionné par le niveau de gouvernance et la qualité des institutions des pays. Plusieurs études ont été menées en vue d'analyser l'effet de l'IDE sur la croissance économique, mais la question fait débat et reste largement ouverte, notamment concernant le rôle à attribuer à la qualité des institutions. Notre étude porte sur l'ASS et distingue les Communautés Economiques Régionales (CER) : la CAE (Communauté d'Afrique de l'Est), la CEEAC (Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale), la CEDEAO (Communauté Economique et Douanière des États de l'Afrique de l'Ouest) et la SADC (Communauté de Développement d'Afrique Australe).

Pour traduire la qualité des institutions, nous considérons les différents indicateurs de gouvernance de Kaufmann et al. (2010) provenant de la base de données WGI de la Banque mondiale. Nous allons utiliser une méthode, le modèle PTR (*Panel Threshold Regression*), qui tient compte de la possibilité de changement d'influence à partir d'un certain seuil de qualité des institutions. L'article montre qu'il existe bien des seuils, pour certains indicateurs de gouvernance, qui peuvent moduler la relation IDE/croissance.

Cet article est articulé comme suit : une revue de la littérature sur les liens entre IDE et croissance économique est donnée en section 1, les faits stylisés et les données de l'étude sont exposés en section 2, la section 3 présente le modèle économétrique et discute des résultats.

1. IDE, CROISSANCE ET PRISE EN COMPTE DES INSTITUTIONS : UNE REVUE DE LA LITTÉRATURE

Un nombre important d'études empiriques depuis les années 1990 ont tenté d'estimer l'effet des IDE sur la croissance économique dans les pays en développement (Brewer, 1991 ; Saltz, 1992 ; Blomström et Wolff, 1994 ; Balasubramanyam et al., 1996 ; Borensztein et al., 1998 ; Lipsey, 2000 ; Boukha et Zatl, 2001 ; Sadik et Bolbol, 2001 ; Carkovic et Levine, 2002 ; OCDE, 2002 ; Hsiao et Shen, 2003 ; Akinlo, 2004 ; Alfaro et al., 2004 ; Blonigen et Wang, 2005 ; Meschi, 2006 ; Ngouhou, 2008 ; Vu et Noy, 2009 ; Nembot Ndeffo, Kamdem, et Nanfosso, 2013 ; Jurgath et al., 2016...). Une partie de la littérature a montré un effet positif des IDE mais une autre non. De là, pour approfondir l'analyse, des études ont cherché à introduire le rôle de la gouvernance des pays d'accueil pour juger de l'impact des IDE sur leur croissance (1.1). Devant les résultats non assurés, des auteurs ont cherché à mettre en évidence l'existence de seuils différenciés pour juger du rôle de la gouvernance (1.2).

1.1. Les études intégrant un effet de la gouvernance

Bengoa et Sanchez-Robles (2003) étudient l'interaction entre le degré de liberté économique, l'IDE et la croissance économique. Ils utilisent la méthode des moments généralisés en double différence sur un panel de 18 pays d'Amérique latine de 1970 à 1999. Ils montrent que la liberté économique dans le pays hôte est un déterminant de l'IDE et suggèrent que, s'il y a un lien positif entre IDE et croissance économique, pour bénéficier à long terme des flux de capitaux des firmes multinationales (FMN), les pays d'accueil doivent disposer d'un niveau de capital humain adéquat, de la stabilité économique et des marchés libéralisés.

Durham (2004) soutient en prenant un échantillon de 80 pays étudiés sur la période 1979-1998 que seuls les pays qui disposent d'institutions fortes et d'un

cadre juridique attractif pour les investisseurs peuvent bénéficier des effets positifs de l'IDE sur leur croissance.

Darrat, Kherfi, et Soliman (2005) ont étudié l'effet de l'IDE sur la croissance économique en menant une analyse comparative sur 23 pays appartenant à deux régions différentes : l'Afrique du Nord et le Moyen Orient et l'Europe Centrale et Orientale. En utilisant les doubles moindres carrés sur la période 1979-2002, ils constatent que les flux d'IDE stimulent la croissance économique seulement dans les pays candidats à l'Union européenne. L'effet de l'IDE au niveau des pays de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient, et des pays non candidats à l'UE, est négatif ou inexistant. Les auteurs avancent l'idée que la candidature pour devenir membre de l'UE semble être un facteur catalyseur pour une application plus étendue et plus efficace des réformes, ce qui aurait contribué aux effets positifs des flux d'IDE.

Azman-Saini et al. (2010a), étudient le lien entre l'IDE, la liberté économique et la croissance économique sur un panel de 85 pays sur la période de 1975 à 2004. En utilisant la méthode des moments généralisés, ils trouvent que l'IDE seul n'a pas un effet direct positif sur la croissance économique. Ils montrent notamment que l'effet de l'IDE est lié au niveau de liberté économique dans le pays d'accueil.

Le rôle de la qualité de la gouvernance et des institutions, à partir d'indicateurs constitués *ad hoc* par différents organismes, n'apparaît que récemment dans l'analyse de l'effet de l'IDE sur la croissance économique, dans les PED et en Afrique.

Shuaibu et Fowowe (2014) conduisent une étude sur l'effet de l'IDE sur la réduction de la pauvreté en retenant un panel de 30 pays d'Afrique étudiés sur la période 1981-2011. En utilisant comme unité d'analyse des données moyennes sur 3 ans et en recourant à la méthode des moments généralisés en système proposée par Blundell et Bond (1998), ils trouvent que l'IDE contribue positivement et de façon significative à la réduction de la pauvreté en Afrique. Ils montrent surtout que de meilleures institutions de gouvernance et le développement du capital humain favorisent la réduction de la pauvreté.

Zghidi et al. (2016) mènent une étude sur l'interaction entre l'IDE, la liberté économique et la croissance économique. Ils recourent à un panel de 4 pays, à savoir la Tunisie, le Maroc, l'Algérie et l'Égypte. Leur analyse est effectuée sur des données moyennes de 5 ans entre 1980 et 2013. En utilisant la méthode des moments généralisés, ils mettent en évidence une relation positive entre IDE et croissance économique. Ils trouvent aussi que la liberté économique apparaît comme complémentaire à l'IDE. Ils en viennent à la conclusion selon laquelle les pays qui promeuvent une grande liberté des activités économiques tirent plus de la présence des FMN.

Malikane et Chitambara (2017) ont examiné la relation entre l'IDE, la démocratie et la croissance en recourant à un panel de 8 pays d'Afrique du Sud (Botswana, RDC, Malawi, Îles Maurice, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) étudiés sur des périodes de 5 ans entre 1980 et 2014. À l'aide de la méthode des moments généralisés, ils montrent que l'effet de l'IDE sur la croissance économique dépend du niveau de démocratie des pays d'accueil. Ainsi, ils soutiennent que les pays avec des institutions démocratiques fortes sont les plus susceptibles de permettre des effets d'entraînement des IDE. Bien qu'ayant utilisé les données de deux bases différentes, notamment celles de « Frazer Institute » et « Polity IV », les auteurs ne s'intéressent toutefois qu'à un seul aspect de la gouvernance, ce qui réduit la portée de leurs résultats.

Ozekhome (2017), dans une étude portant sur le Nigéria entre 1981 et 2015, montre en utilisant la méthode des moments généralisés que les institutions démocratiques et l'IDE influencent significativement la croissance économique,

même si l'auteur n'analyse pas directement les interactions entre IDE et indicateurs de la qualité des institutions.

Ajide, Adeniyi et Raheem (2014) conduisent une étude sur 27 pays de l'Afrique subsaharienne sur la période 2002-2010. Ils utilisent les différents indicateurs de gouvernance et non un indicateur composite. Les résultats des auteurs montrent que le contrôle de la corruption, la stabilité politique et l'efficacité des pouvoirs publics et leur interaction avec l'IDE n'affectent pas la croissance économique. L'une des principales limites de l'étude reste le non-traitement des problèmes d'endogénéité.

Alege et Ogundipe (2014) étudient la relation entre les IDE et la croissance économique dans la CEDEAO en utilisant la méthode des moments généralisés en système sur un panel couvrant la période 1970-2011, en cherchant à contrôler l'endogénéité inhérente à la relation IDE-croissance. Ils étudient aussi l'interaction entre le capital humain et les indicateurs de qualité des institutions avec les autres variables dans l'explication des flux d'IDE reçus. Les résultats s'avèrent différents des précédentes études. Il apparaît une contribution non significative des IDE sur la croissance.

1.2. Les études montrant un effet de seuil de la gouvernance

Gui-Diby (2014) étudie l'effet de l'IDE sur la croissance économique de 50 pays africains sur la période allant de 1980 à 2009. Il utilise la méthode des moments généralisés en système. L'auteur trouve que l'IDE a un effet significatif sur la croissance économique en Afrique durant la période d'étude considérée. Plus spécifiquement, il trouve qu'un faible niveau de capital humain ne limite pas l'effet de l'IDE, et que si l'effet de l'IDE sur la croissance a été négatif sur la période 1980-1994, il apparaît positif de 1980 à 2009. Ce résultat est expliqué par d'autres auteurs comme étant la résultante d'un effet conditionnel de certaines variables. C'est le cas par exemple d'Othman, Jafari et Sarmidi (2014) dans une étude sur la Malaisie entre 1974-2009. Les auteurs montrent en utilisant un modèle PTR (*Panel Threshold Regression*) que c'est à partir d'un certain seuil que la bonne gouvernance renforce l'effet de l'IDE sur la croissance économique.

Brahim et Rachdi (2014) trouvent, en travaillant sur un échantillon de 19 pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sur la période 1984-2011, que seuls les pays avec de bonnes institutions connaissent un effet positif de l'IDE sur la croissance économique. Ils aboutissent à ce résultat en recourant à un modèle PSTR (*Panel Smooth Transition Regression*) étant entendu que la relation paraît non linéaire entre l'IDE et la croissance économique. En parallèle, Meon et Sekkat (2004) en travaillant sur le même groupe de pays trouvent qu'un faible niveau de corruption et de bureaucratie contribuent de façon significative à la décision d'implantation des FMN.

Jude et Levieuge (2013) utilisent les données de risque pays pour établir que la qualité des institutions module l'intensité de l'effet de l'IDE sur la croissance économique à travers les transferts de technologie et l'accumulation du capital. Ces résultats sont obtenus sur un échantillon de 94 pays en développement étudiés de 1984 à 2009, en recourant à un modèle à effet de seuil, le modèle PSTR, qu'ils confrontent à la méthode des GMM.

Trojette (2016) étudie le rôle du niveau institutionnel dans l'effet de l'IDE sur la croissance économique. Elle mène cette étude sur 5 échantillons comportant le groupe des pays d'ASS, le groupe des pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, le groupe des pays d'Europe, le groupe des pays d'Asie et le groupe des pays d'Amérique. Elle utilise comme technique d'analyse la méthode des moments généralisés en système sur la période 1984-2013. Grâce à une technique de régres-

sion basée sur un modèle à seuil développé par Caner et Hansen (2004), elle montre qu'il existe dans chaque groupe de pays, à l'exception des pays d'Amérique, un seuil à partir duquel les indicateurs de qualité des institutions affectent positivement la croissance économique. En particulier, au-dessus d'un seuil précis, la stabilité politique et le respect de la loi renforcent l'effet de l'IDE sur la croissance économique.

Agbloyor et al. (2016) examinent la relation entre l'IDE, les institutions et la croissance économique en Afrique subsaharienne sur des données moyennes de 3ans entre 1996 et 2010. Pour ce faire, ils utilisent la méthode des moments généralisés et montrent que, si l'on prend tous les pays, (a) l'IDE n'affecte pas significativement la croissance économique, (b) le niveau des institutions, capté par les 6 indicateurs de Kaufmann et al., n'affecte pas significativement la croissance économique, de même que l'interaction des variables institutionnelles avec l'IDE. En menant cette étude pour le sous-échantillon excluant les pays dotés de marchés financiers développés, ils ne trouvent pas non plus une relation significative entre IDE et croissance économique. Cependant, dans le sous-échantillon excluant les pays riches en ressources naturelles, ils trouvent un effet direct et positif des IDE sur la croissance, et cet effet semble moins sensible lorsque la qualité des institutions est plus haute.

2. FAITS STYLISÉS ET MODÈLE EMPIRIQUE

Nous présentons dans un premier temps les faits stylisés et dans un deuxième temps la démarche empirique.

2.1. Quelques faits stylisés

Le PIB par tête entre 1996 et 2016 présente une tendance globalement croissante en Afrique subsaharienne (2,7 % par an en moyenne). La croissance dans la CEEAC est la plus forte (3,1% par an). Elle est inférieure dans la SADC (2,5%), la CAE (2,4%) et la CEDEAO (2,3%). On peut noter que des pays présentent une tendance irrégulière comme la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau et Madagascar. Des pays présentent une évolution en deux phases, une baisse de 1996 à 2010 et une hausse à partir de 2010, comme le Gabon (dans le sens inverse de la CEEAC) et le Zimbabwe.

Concernant les niveaux de PIB par habitant, le tableau 1 montre que la CEEAC affiche un niveau moyen légèrement plus élevé (5894 dollars US) que celui de la SADC (5835 dollars US) et plus important que dans la CEDEAO (1918 dollars US) et la CAE (1482 dollars US). La Guinée équatoriale connaît en 2008 le niveau de PIB par habitant le plus important du panel (42957 dollars US), largement dû au niveau record atteint par le baril de pétrole en 2008. La dispersion des PIB par habitant est très marquée dans l'ASS (6211 dollars EU) en général et dans la CEEAC (9103 dollars US). Inversement, la dispersion est plus faible dans la CAE (644,8 dollars US).

En ce qui concerne les entrées d'IDE, la tendance est globalement à la hausse. C'est le cas du Mozambique, du Burundi, du Rwanda, de l'Ouganda, de la RDC, du Gabon, du Bénin, du Ghana, du Niger, de la Zambie et du Zimbabwe à partir de 2009. D'après le tableau 1, la SADC (642,8 millions de dollars US) – malgré un niveau de désinvestissement élevé enregistré en 2013 par l'Angola (-7120 millions) – et la CEDEAO (493 millions de dollars US) sont les premiers récepteurs. Néanmoins, l'Afrique du Sud enregistre en 2008 le niveau le plus élevé d'IDE (9885 millions de dollars US) de toute l'ASS. Les pays pour lesquels l'évolution conjointe de l'IDE et du PIB par habitant est la plus forte sont le Ghana et le Nigeria dans la CEDEAO, et l'Angola en zone CEEAC et SADC.

Le tableau 1 présente par ailleurs la valeur des différents indicateurs de gouvernance provenant de la base de données « Worldwide Government Indicators » (WGI) de la Banque mondiale, élaborée suivant la méthodologie de Kaufmann et al. (2010). Ces indicateurs de gouvernance, qui varient entre -2,5 et +2,5, ont été exprimés en pourcentage, de 0 à 100%. Le tableau 1 montre que les indicateurs de gouvernance en ASS sont globalement faibles. Sur l'ensemble des six indicateurs de gouvernance aucun n'atteint en moyenne dans les CER considérées le deuxième quartile, la SADC présentant les résultats les plus élevés et la CEEAC les plus faibles.

En ASS, l'Angola est le pays qui dispose des niveaux les plus faibles sur les six composantes de gouvernance. En matière de lutte contre la corruption l'île Maurice, la Namibie, les Seychelles et le Botswana présentent des niveaux relativement constants, supérieurs à 60%. Le Rwanda, le Cap-Vert et la Zambie connaissent l'amélioration la plus marquée au cours de la période.

Tableau 1. Statistiques descriptives en Afrique subsaharienne, dans la CEEAC, la CEDEAO et dans la SADC, 1996-2016

	Obs.	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
Afrique subsaharienne					
PIB par habitant	812	4425	6211	261,1	42957
IDE	816	508,8	1306	-7120	9885
Lutte contre la corruption	696	32,29	22,71	0	85,85
Efficacité des pouvoirs publics	696	29,04	20,72	0,95	81,25
Stabilité politique	697	35,90	23,12	0	92,79
Poids de la réglementation	697	31,21	18,18	0,49	83,65
Primauté du droit	697	30,79	21,21	0	83,25
Caractère démocratique des institutions	697	33,85	20,09	1,88	78,85
CEEAC					
PIB par habitant	206	5894	9103	492,6	42957
IDE	208	267,8	1108	-7120	5502
Lutte contre la corruption	177	16,87	17,17	0	76,92
Efficacité des pouvoirs publics	177	15,03	13,03	0,95	57,35
Stabilité politique	177	25,48	20,79	0	82,61
Poids de la réglementation	177	17,35	11,82	0,49	61,54
Primauté du droit	177	15,12	13,84	0,47	61,06
Caractère démocratique des institutions	177	18,29	14,21	1,88	65,38
CEDEAO					
PIB par habitant	286	1918	1231	261,7	6220
IDE	284	493	1295	-132,1	8841
Lutte contre la corruption	240	30,50	18,51	1,46	79,81
Efficacité des pouvoirs publics	240	25,13	17,37	1,46	65,85
Stabilité politique	241	33,48	21,46	0,97	86,96
Poids de la réglementation	241	30,06	14,10	1,96	56,40
Primauté du droit	241	28,89	19,19	0	75,60
Caractère démocratique des institutions	241	35,22	18,53	2,88	76,53
SADC					
PIB par habitant	320	5835	5884	454,9	28272
IDE	324	642,8	1591	-7120	9885
Lutte contre la corruption	279	42,05	24,98	0	85,85
Efficacité des pouvoirs publics	279	37,93	23,29	0,95	81,25
Stabilité politique	279	44,47	23,37	0	92,79
Poids de la réglementation	279	36,60	21,02	0,49	83,65
Primauté du droit	279	39,48	22,79	0,48	83,25
Caractère démocratique des institutions	279	39,97	21,30	1,97	78,85
CAE					
PIB par habitant	100	1482	644,8	677,5	2901
IDE	85	363,9	515,6	-1144	2087
Lutte contre la corruption	85	25,47	18,04	1,42	76,92
Efficacité des pouvoirs publics	85	31,41	13,95	2,93	57,35
Stabilité politique	85	18,84	12,72	0,48	47,87
Poids de la réglementation	85	35,76	15,22	4,41	61,54
Primauté du droit	85	28,93	14,71	2,39	61,06
Caractère démocratique des institutions	85	27,11	12,11	3,85	44,71

Notes : le PIB réel par habitant est exprimé en PPA et en dollar US, l'IDE en millions de dollars US et les indicateurs de gouvernance en pourcentage. Concernant le nombre d'observations, des pays appartiennent à plusieurs CER (voir tableau 4). Source : auteur à partir des données de la Banque mondiale.

Tableau 2. Matrice des corrélations

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
1. PIB	1.000																
2. RNIB	0.9951*** (0.0000)	1.0000															
3. IDE	0.2850* (0.0002)	0.3859*** (0.0000)	1.0000														
4. OU	0.4671*** (0.0000)	-0.0169 (0.0000)	0.7808 (0.0000)	1.0000													
5. POP	-0.4496*** (0.0000)	0.3293*** (0.0000)	-0.4455*** (0.0000)	0.2674*** (0.0000)	1.0000												
6. CORRUPT	0.3896*** (0.0000)	0.3896*** (0.0000)	0.0165 (0.7801)	0.1059 (0.0802)	-0.4503*** (0.0000)	1.0000											
7. GE	0.4675*** (0.0000)	0.4083*** (0.0000)	0.0940 (0.1120)	0.0411 (0.4980)	-0.4400*** (0.0000)	0.8693*** (0.0000)	1.0000										
8. PS	0.5349*** (0.0000)	0.5047*** (0.0000)	-0.0615 (0.3988)	0.2586*** (0.0000)	-0.3788*** (0.0000)	0.7141*** (0.0000)	0.6777*** (0.0000)	1.0000									
9. RQ	0.3859*** (0.0000)	0.3750*** (0.0000)	0.1328** (0.0244)	-0.1013* (0.0793)	-0.3187*** (0.0000)	0.787*** (0.0000)	0.8685*** (0.0000)	0.5924*** (0.0000)	1.0000								
10. RL	0.4432*** (0.0000)	0.3816*** (0.0000)	0.0434 (0.4635)	0.0793 (0.1906)	-0.4182*** (0.0000)	0.8766*** (0.0000)	0.9049*** (0.0000)	0.7995*** (0.0000)	0.8551*** (0.0000)	1.0000							
11. VA	0.3145*** (0.0000)	0.2708*** (0.0000)	0.1276** (0.0307)	0.0027 (0.9640)	-0.3409*** (0.0000)	0.7684*** (0.0000)	0.8000*** (0.0000)	0.7055*** (0.0000)	0.7488*** (0.0000)	0.8265*** (0.0000)	1.0000						
12. IDE-CORRUPT	0.2513*** (0.0000)	0.2959*** (0.0000)	0.7549*** (0.0000)	-0.0343 (0.5721)	-0.0938 (0.1130)	0.2639*** (0.0000)	0.3222*** (0.0000)	0.1214** (0.0398)	0.3573*** (0.0000)	0.2645*** (0.0000)	0.3240*** (0.0000)	1.0000					
13. IDE-GE	0.2568*** (0.0000)	0.3031*** (0.0000)	0.7818*** (0.0000)	-0.0524 (0.3878)	-0.0958 (0.1052)	0.2231*** (0.0001)	0.3180*** (0.0000)	0.0900 (0.1282)	0.3441*** (0.0000)	0.2456*** (0.0000)	0.3040*** (0.0000)	0.9825*** (0.0000)	1.0000				
14. IDE-PS	0.2696*** (0.0000)	0.3386*** (0.0000)	0.7923*** (0.0000)	0.0421 (0.4872)	-0.0682 (0.2495)	0.1965*** (0.0008)	0.2523*** (0.0000)	0.1855*** (0.0016)	0.2818*** (0.0000)	0.2311*** (0.0001)	0.2650*** (0.0000)	0.8788*** (0.0000)	0.8853*** (0.0000)	1.0000			
15. IDE-RQ	0.2390*** (0.0000)	0.2882*** (0.0000)	0.8557*** (0.0000)	-0.0668 (0.2708)	-0.0690 (0.2438)	0.1859*** (0.0018)	0.2711*** (0.0000)	0.0557 (0.3469)	0.3248*** (0.0000)	0.2134*** (0.0003)	0.2788*** (0.0000)	0.9704*** (0.0000)	0.9815*** (0.0000)	0.8798*** (0.0000)	1.0000		
16. IDE-RL	0.2628*** (0.0000)	0.3078*** (0.0000)	0.7727*** (0.0000)	-0.0431 (0.4311)	-0.0827 (0.1624)	0.2311*** (0.0001)	0.3157*** (0.0000)	0.1179** (0.0459)	0.3583*** (0.0000)	0.2745*** (0.0000)	0.3200*** (0.0000)	0.9835*** (0.0000)	0.9859*** (0.0000)	0.9006*** (0.0000)	0.9759*** (0.0000)	1.0000	
17. IDE-VA	0.2323*** (0.0001)	0.2786*** (0.0000)	0.8706*** (0.0000)	-0.0529 (0.3830)	-0.0609 (0.3041)	0.1755*** (0.0029)	0.2557*** (0.0000)	0.0552 (0.3518)	0.2996*** (0.0000)	0.2019*** (0.0006)	0.2891*** (0.0000)	0.9671*** (0.0000)	0.8883*** (0.0000)	0.9732*** (0.0000)	0.9932*** (0.0000)	0.9730*** (0.0000)	1.0000

La signification des abréviations des variables est donnée au tableau 3. *, **, et *** représentent respectivement les significativités à 10%, 5% et 1%. Les valeurs entre parenthèses représentent les p-values. Ces résultats sont obtenus sur des données moyennes de trois ans entre 1996 et 2016. Source : auteur.

Parmi les pays membres de la SADC, l'île Maurice enregistre en 2014 le niveau le plus élevé sur les composantes « poids de la réglementation » (83,65%) et « efficacité des pouvoirs publics » (81,25%). L'île Maurice enregistre aussi les niveaux les plus élevés pour la « primauté du droit » (83,25% en 2004) et le « caractère démocratique des institutions politiques » (78,85% en 2000). La Namibie affiche en 2008 le niveau maximum sur la composante « stabilité politique » (92,79%) et le Botswana en 2003 sur la composante « lutte contre la corruption » (85,85%).

Dans la CAE, le Rwanda occupe la tête dans les performances en matière de gouvernance, dont en 2014 un niveau de 76,9% en matière de « lutte contre la corruption » et de 61,5% concernant le « poids de la réglementation ».

Au cours de la période 1996-2016 le Cap-Vert affiche les niveaux les plus élevés pour l'ensemble des indicateurs de gouvernance dans la CEDEAO. En 2014, le Cap-Vert enregistre le niveau maximum pour la composante « lutte contre la corruption » (79,8%), en 1998 pour la composante « efficacité des pouvoirs publics » (65,85%), en 2000 concernant la « stabilité politique » (86,96%), en 1996 pour la « primauté du droit » (75,6%) et en 2011 pour la composante « caractère démocratique des institutions politiques » (76,5%). Sur la composante « qualité de la réglementation », c'est le Ghana qui affiche le niveau maximum en 2012 (56,4%).

L'île Maurice, l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie présentent les meilleures performances concernant l'« efficacité des pouvoirs publics », avec des niveaux largement au-dessus de 60%. L'Angola, la Guinée équatoriale, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Nigeria, la Sierra Leone, le Togo, le Bénin, le Zimbabwe, la RDC et la RCA se situent entre 0 et 20% ; Le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Cameroun, le Burkina Faso, la Gambie, le Niger, la Zambie, Sao Tome et Principe et le Gabon se trouvent entre 20 et 40% ; Le Ghana, le Sénégal, la Namibie, les Seychelles et le Lesotho sont en moyenne entre 40 et 60%.

Sur la composante « stabilité politique », seuls Sao Tome et Principe, le Gabon, le Bénin, le Cap-Vert, le Botswana, l'île Maurice et les Seychelles ont un niveau au-dessus du deuxième quartile.

Le tableau 2 montre que les corrélations entre les indicateurs de gouvernance (lignes 6 à 11 et colonnes 6 à 11) sont fortes et positives, de même que les corrélations entre les variables croisées. Cependant, la corrélation entre indicateurs de gouvernance et leurs interactions respectives avec l'IDE sont positives mais relativement faibles (colonnes 6 à 11 et lignes 12 à 17). Il faut noter que la corrélation entre IDE et les variables d'interaction est positive et supérieure à 0,7 (colonne 3, lignes 12 à 17). Ce qui implique que mettre dans un même modèle l'IDE et une variable croisée tend à causer un problème de multicolinéarité.

On peut relever que le PIB par tête retenu comme variable dépendante dans le modèle empirique est très fortement corrélé avec le revenu national brut par tête (RNB) (colonne 1, ligne 2).

2.2. Méthodologie et données de l'étude

2.2.1. La méthodologie

Le modèle d'analyse retenu s'inspire de ceux utilisés dans les études portant sur l'analyse de l'effet de l'IDE sur la croissance économique, et notamment par Azman-Saini et al. (2010a) et Gui-Diby (2014).

Pour évaluer si l'effet des IDE sur la croissance peut être conditionné par le niveau des institutions, nous introduisons dans le modèle des variables croisées de l'IDE avec chacun des six indicateurs de gouvernance retenus. L'effet direct de l'IDE seul ne va pas être pris en compte en raison du biais de multicolinéarité tel qu'identifié dans le tableau 2.

$$PIB_{i,t} = \mu_i + \tau_i Gov_{ijt} + \varphi_j Gov_{ijt} * IDE_{i,t} + \alpha OU_{it} + \alpha' POP_{it} + \beta PIB_{i,t-1} + \varepsilon_{i,t} \quad (1)$$

avec i les pays, j le choix successif des 6 indicateurs de gouvernance Gov retenus. PIB , IDE , OU et POP sont définis au tableau 3. PIB_{t-1} désigne le PIB par tête retardé. Nous estimons cette équation avec les GMM en système de Blundell et Bond (1998).

En vue d'analyser spécifiquement l'effet de seuil de la qualité des institutions, nous allons utiliser un modèle de changement de régime. González et al. (2005) proposent un modèle à seuil avec transition souple entre deux régimes extrêmes. Contrairement à ce modèle de transition souple, nous considérons plutôt l'hypothèse d'une transition brutale. Ce qui va nous amener à recourir au modèle PTR de Hansen (1999) comme principale technique d'analyse, d'où l'équation pour chaque Gov_j :

$$PIB_{it} = \mu_i + \beta'_1 IDE_{it} I(Gov_{it} \leq \gamma) + \beta'_2 IDE_{it} I(Gov_{it} > \gamma) + \delta C_{it} + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Dans cette formulation, μ_i représente les effets spécifiques, $I(.)$ la variable de seuil, C_{it} les variables de contrôle données dans l'équation (1), le terme d'erreur mesurant l'effet des variables non prises en compte dans le modèle.

Nous allons utiliser, comme Shuaibu et Fowowe (2014) et Agbloyor et al. (2016), des données moyennes sur 3 ans sur la période considérée 1996-2016 : 1996-1998, 1999-2001, 2002-2004, 2005-2007, 2008-2010, 2011-2013, 2014-2016. Le recours à des données moyennes permet de minimiser l'influence des cycles de conjoncture et des seuls effets à court terme des IDE.

2.2.2. Les données

Les valeurs de PIB, IDE, POP et OU proviennent de la base de données « World Development Indicators » (WDI) de la Banque mondiale. Les indicateurs sur la gouvernance et les institutions sont issus de la base de données WGI de la Banque mondiale: lutte contre la corruption, efficacité des pouvoirs publics, primauté du droit, poids des réglementations, stabilité politique et caractère démocratique des institutions politiques. Le tableau 3 donne la définition et la source des variables utilisées. L'échantillon de cette étude est constitué de 41 pays d'Afrique subsaharienne (voir Annexe 1).

Tableau 3. Définition des variables

Variable	Définition	Sources
PIB	PIB réel par habitant. Le PIB est exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA) et en dollars US constants de 2011.	WDI
IDE	Flux entrants d'IDE, en dollar US.	WDI
CORRUPT	Contrôle de la corruption.	WGI
GE	Efficacité des services publics. L'indicateur mesure la qualité des services publics, de la bureaucratie et son degré de dépendance aux pressions politiques, la qualité de la mise en œuvre des politiques et la crédibilité des engagements du gouvernement vis-à-vis de telles politiques.	WGI
PS	Stabilité politique.	WGI
RQ	Qualité des politiques et des réglementations permettant le développement du secteur privé.	WGI
RL	Primauté du droit. Mesure les perceptions de la qualité de la mise en application des contrats et du respect des règles, aussi bien que l'occurrence des crimes et des violences.	WGI
VA	Caractère démocratique des institutions politiques. Mesure les perceptions de la capacité des citoyens à participer au choix de leur gouvernement, ainsi que la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté des médias.	WGI
POP	Taux de croissance de la population active.	WDI
OU	Degré d'ouverture commerciale (en %) : (Exportations + Importations)/PIB	WDI

Tableau 4. Appartenance multiple à des CER des pays de l'échantillon

	CAE	CEEAC	SADC
Angola		*	*
Burundi	*	*	
RDC		*	*
Rwanda	*	*	
Tanzanie	*		*

*Appartenance retenue. Source : auteur.

L'existence d'un possible effet régional nous amène à effectuer la même étude pour les quatre Communautés économiques régionales, la CEEAC, la CAE, la CE-DEAO et la SADC. Il se pose cependant le problème d'enchevêtrement du fait de l'appartenance multiple de certains pays à des CER différentes (Tableau 4). Ce problème est connu sous l'appellation de « bol de spaghetti ». Pour pallier ce biais de sélection, nous allons retirer le Rwanda des pays de la CEEAC et nous allons le maintenir dans l'échantillon des pays de la CAE. Nous retirons l'Angola et la RDC de la SADC pour les maintenir dans la CEEAC. La Tanzanie est ôtée de la SADC pour la maintenir dans la CAE. Nous enlevons le Burundi de la CEEAC et le conservons dans la CAE (Annexe 2).

3. RÉSULTATS DU MODÈLE ET DISCUSSIONS

Nous présentons d'abord les résultats des tests de spécification du modèle (3.1) puis les résultats des estimations économétriques (3.2).

3.1. La spécification du modèle d'analyse

Tester l'homogénéité des relations est l'étape préalable avant l'estimation d'un modèle à seuil. Lorsque l'hypothèse d'hétérogénéité n'est pas vérifiée, il convient de recourir à une estimation en données de panel avec effets fixes plutôt qu'à un modèle à seuil (Hansen, 2000). Les résultats des tests de linéarité sont reportés dans le tableau 5. L'hypothèse de linéarité de l'effet de l'IDE sur la croissance économique est différemment vérifiée selon les CER et selon les indicateurs de gouvernance.

En Afrique subsaharienne dans son ensemble, l'hypothèse d'homogénéité de l'effet est rejetée à un niveau de significativité de 5% pour la lutte contre la corruption et le caractère démocratique des institutions politiques comme variable interactive. Trois variables, l'efficacité des pouvoirs publics, la qualité de la réglementation et la primauté du droit, sont admises comme variables interactives mais à un niveau de significativité de 10%. S'il y a doute ici, les résultats de l'estimation du modèle PTR donnés après confirment bien leur rôle dans l'explication d'un effet hétérogène de l'IDE sur la croissance économique. L'hypothèse d'homogénéité de l'effet est acceptée seulement pour la variable « stabilité politique ». Cinq des six indicateurs de gouvernance peuvent donc être retenus comme susceptibles d'expliquer l'effet conditionnel de la gouvernance sur l'IDE.

Une analyse des inférences dans les CER montre que l'hypothèse d'homogénéité de la variable « lutte contre la corruption » est rejetée uniquement dans la CAE avec une significativité de 5%. Dans toutes les CER, « l'efficacité des pouvoirs publics » et « la primauté du droit » ne peuvent pas être considérées comme variables conditionnant l'effet de l'IDE sur la croissance économique. En effet, l'hypothèse d'homogénéité n'est pas rejetée pour ces deux indicateurs de gouvernance.

Tableau 5. Test de non linéarité des indicateurs de gouvernance

Test d'un seuil unique en ASS						
	CORRUPT	GE	PS	RQ	RL	VA
LR	27.42**	16.19*	10.59	16.17*	24.23*	21.17**
<i>p-value</i>	(0.03)	(0.07)	(0.32)	(0.08)	(0.07)	(0.05)
Test d'un seuil unique dans la CEEAC						
	CORRUPT	GE	PS	RQ	RL	VA
LR	2.80	7.13	3.15	2.95	7.24	2.44
<i>p-value</i>	(0.89)	(0.36)	(0.65)	(0.83)	(0.47)	(0.79)
Test d'un seuil unique dans la SADC						
	CORRUPT	GE	PS	RQ	RL	VA
LR	3.25	3.94	15.88*	12.31	8.36	3.37
<i>p-value</i>	(0.65)	(0.67)	(0.06)	(0.25)	(0.22)	(0.62)
Test d'un seuil unique dans la CEDEAO						
	CORRUPT	GE	PS	RQ	RL	VA
LR	14.41	4.81	21.59*	4.07	6.20	17*
<i>p-value</i>	(0.17)	(0.52)	(0.07)	(0.32)	(0.34)	(0.09)
Test d'un seuil unique dans la CAE						
	CORRUPT	GE	PS	RQ	RL	VA
LR	8.83**	5.57	7.28	11.06*	4.14	19.41***
<i>p-value</i>	(0.02)	(0.34)	(0.29)	(0.06)	(0.48)	(0.007)

Notes : LR représente la statistique correspondant au test de Lagrange et *p-value* la probabilité associée à cette valeur. *, **, *** représentent respectivement la significativité à 10%, 5% et 1%. Source : auteur.

Dans la CEDEAO et dans la SADC, l'hypothèse nulle d'homogénéité n'est acceptée pour « la stabilité politique » qu'avec une significativité de 10%. Cependant les résultats de l'estimation du modèle PTR confirment son rôle dans l'explication de l'hétérogénéité de l'effet de l'IDE sur la croissance économique.

Dans la CEDEAO, l'hypothèse d'homogénéité du « caractère démocratique des institutions politiques » (VA) montre aussi une significativité seulement au seuil de 10%. L'estimation du modèle PTR montre toutefois que VA peut être considéré comme une variable interactive.

L'hypothèse d'homogénéité de la « qualité de la réglementation » dans la CAE est acceptée uniquement avec une significativité de 10%. Mais là aussi l'estimation du modèle PTR confirme le rôle médiateur de la « qualité de la réglementation » dans l'explication de l'effet de l'IDE sur la croissance économique.

Cette étape préalable nous permet d'identifier et de retenir trois indicateurs de gouvernance pour la CAE, deux pour la CEDEAO, un pour la SADC et aucun pour la CEEAC susceptibles d'expliquer l'hétérogénéité de l'effet de l'IDE.

3.2. Estimation du modèle et interprétation des résultats

L'estimation et l'interprétation des résultats sont effectuées au niveau de l'Afrique subsaharienne (3.2.1) et au niveau des CER qui composent cette région (3.2.2).

3.2.1. En Afrique subsaharienne

Les tableaux 6, 7, 8, 9 et 10 présentent les résultats de l'estimation de l'effet de l'IDE et du rôle médiateur de la gouvernance sur la croissance économique. En vue d'évaluer les effets de chacun des indicateurs de gouvernance et d'éviter les problèmes causés par la multicollinéarité des variables, nous estimons l'équation (2) en prenant successivement chacun de ces indicateurs. Cette façon de procéder s'inspire des travaux de plusieurs auteurs comme Trojette (2016) et Ajide et al. (2014).

Tableau 6. Résultats pour les pays de l'Afrique subsaharienne, 1996-2016

VARIABLES	Variable dépendante : PIB par habitant											
	(CORRUPT)		(GE)		(PS)		(RQ)		(RL)		(VA)	
	PTR (1)	GMM-Syst (2)	PTR (3)	GMM-Syst (4)	PTR (5)	GMM-Syst (6)	PTR (7)	GMM-Syst (8)	PTR (9)	GMM-Syst (10)	PTR (11)	GMM-Syst (12)
PIB retardé	1.021*** (0.0276556)	1.020*** (0.0286828)			1.029*** (0.0262909)		1.015*** (0.0296517)		1.021*** (0.0295674)			1.017*** (0.028794)
IDE*Gov	1.03e-13 (1.85e-13)	5.80e-14 (1.71e-13)			1.55e-14 (1.93e-13)		5.80e-14 (1.64e-13)		6.90e-14 (1.98e-13)			7.03e-14 (1.62e-13)
IDE(Gov ≤ y)	5.57e-10*** (1.80e-10)	3.53e-11** (1.64e-11)			6.75e-11*** (1.30e-11)		1.20e-11 (1.94e-11)		-3.63e-11 (2.54e-11)			5.27e-12 (3.25e-11)
IDE(Gov > y)	6.90e-11*** (1.32e-11)	1.35e-10*** (2.11e-11)			3.58e-10*** (9.52e-11)		9.88e-11*** (1.52e-11)		9.13e-11*** (1.35e-11)			7.83e-11*** (1.39e-11)
OU	-0.00207*** (0.000504)	0.0008226*** (0.000447)			-0.00243*** (0.000448)		-0.00266*** (0.000433)		-0.00264*** (0.000422)			-0.00308*** (0.000450)
pop	-0.106** (0.0496)	0.0735096*** (0.0236487)			-0.100** (0.0488)		-0.0897* (0.0477)		-0.0985** (0.0462)			-0.142*** (0.0487)
Gov	0.00254 (0.00161)	0.0005563 (0.000416)			0.00252* (0.00136)		0.00718*** (0.00194)		0.00768*** (0.00166)			0.00832*** (0.00192)
Constant	7.900*** (0.0772)	-0.253766 (0.2073085)			7.914*** (0.0709)		7.791*** (0.0840)		7.797*** (0.0742)			7.828*** (0.0743)
Seuil (y)	1.76	17.86			54.11		20.59		8.29			15.80
Stat. de Sargan	10.77	11.02			11.33		10.78		11.28			10.93
P-valeur de Sargan	0.463	0.441			0.416		0.461		0.420			0.449
Statistique AR(2)	-0.73	-0.70			-0.71		-0.77		-0.72			-0.78
P-valeur de AR(2)	0.465	0.482			0.481		0.442		0.470			0.437
Observations	245	234			245		245		245			245
Nombre de pays	35	40			35		35		35			35
R ²	0.267	0.292			0.287		0.331		0.367			0.314

Notes : les valeurs entre parenthèses représentent les écarts-types. *** **, et * représentent la significativité des paramètres au seuil de 1%, 5% et 10%. Les estimations (2), (4), (6), (8), (10) et (12) sont réalisées en appliquant les GMM en système. Le rejet de l'hypothèse nulle du test de Sargan (sur l'exogénéité des instruments) et du test AR(2) de Arellano et Bond (1991) (sur l'absence d'autocorrélation de second ordre dans les résidus) permet de valider la robustesse du modèle. La faible valeur des coefficients des variables interactives dépend de l'échelle des variables considérées. Source : auteur.

Tableau 7. Résultats pour les pays de la CEDEAO, 1996-2016

VARIABLES	Variable dépendante : PIB par habitant											
	(CORRUPT)		(GE)		(PS)		(RO)		(RL)		(VA)	
	PTR (1)	GMM-Syst (2)	PTR (3)	GMM-Syst (4)	PTR (5)	GMM-Syst (6)	PTR (7)	GMM-Syst (8)	PTR (9)	GMM-Syst (10)	PTR (11)	GMM-Syst (12)
PIB retardé	1.032*** (0.481173)											
IDE*Gov	4.19e-13 (3.86e-13)											
IDE(Gov ≤ γ)	2.99e-10*** (5.37e-11)	3.57e-10*** (1.18e-10)			1.06e-10*** (1.77e-11)		1.64e-10*** (3.53e-11)		8.99e-11*** (2.04e-11)		9.72e-11*** (1.76e-11)	
IDE(Gov > γ)	1.49e-10*** (1.92e-11)	1.13e-10*** (1.80e-11)			1.71e-10*** (2.49e-11)		1.12e-10*** (1.91e-11)		1.85e-10*** (3.60e-11)		1.97e-10*** (0.0611)	
OU	0.000977 (0.000603)	-0.0004961* (0.0002891)	0.000442 (0.000624)	-0.000496* (0.000289)	0.000747 (0.000596)	-0.000415 (0.000290)	0.000653 (0.000615)	-0.000417 (0.000283)	0.00239 (0.00260)	-0.000431 (0.000284)	0.000732 (0.00200)	-0.0006161** (0.0002947)
pop	0.00812 (0.0613)	0.1077376 (0.053732)	0.0160 (0.0649)	0.108** (0.0537)	0.0272 (0.0626)	0.108** (0.0509)	0.00559 (0.00448)	0.0497 (0.00134)	8.99e-11*** (2.04e-11)	0.0905* (0.0526)	9.72e-11*** (1.76e-11)	0.0418781 (0.0662703)
Gov	-0.000637 (0.00186)	0.0013602** (0.00248)	0.00318 (0.00248)	0.00136** (0.000594)	-0.00256* (0.00135)	0.000585 (0.000494)	0.00448 (0.00306)	0.00134 (0.000874)	1.85e-10*** (3.60e-11)	0.00109* (0.000574)	1.97e-10*** (2.88e-11)	0.002011*** (0.000644)
Constant	7.182*** (0.0932)	-0.2956479 (0.398188)	7.144*** (0.0953)	-0.296 (0.398)	7.248*** (0.0836)	-0.381 (0.352)	7.088*** (0.114)	0.149 (0.513)	7.163*** (0.0960)	-0.221 (0.392)	7.180*** (0.0846)	0.2554211 (0.5513961)
Seuil (γ)	9.79	10.58	10.58	4.35	4.35	22.84	22.84	17.22	30.28	30.28	30.28	30.28
Stat. de Sargan	13.52	12.62	12.62	13.17	13.17	12.78	12.78	13.24	13.24	13.24	11.60	11.60
P-valeur de Sargan	0.261	0.319	0.319	0.282	0.282	0.308	0.308	0.278	0.278	0.278	0.394	0.394
Statistique AR(2)	-1.17	-1.16	-1.16	-1.10	-1.10	-1.17	-1.17	-1.18	-1.18	-1.18	-1.14	-1.14
P-valeur de AR(2)	0.240	0.245	0.245	0.273	0.273	0.244	0.244	0.238	0.238	0.238	0.252	0.252
Observations	91	88	88	91	88	88	88	91	88	88	91	88
Nombre de pays	13	13	13	15	13	15	13	15	13	15	13	15
R ²	0.457	0.408	0.408	0.447	0.447	0.408	0.408	0.425	0.425	0.425	0.480	0.480

Notes : voir tableau 6.

Tableau 8. Résultats pour les pays de la CEEAC, 1996-2016

VARIABLES	Variable dépendante : PIB par habitant												
	(CORRUPT)		(GE)		(PS)		(RO)		(RL)		(VA)		
	PTR (1)	GMM-Syst (2)	PTR (3)	GMM-Syst (4)	PTR (5)	GMM-Syst (6)	PTR (7)	GMM-Syst (8)	PTR (9)	GMM-Syst (10)	PTR (11)	GMM-Syst (12)	
PIB retardé		0,964*** (0,0359)		0,970*** (0,0360)		0,904*** (0,0753)		0,954*** (0,0340)		0,970*** (0,0389)		0,971*** (0,0369)	
IDE+Gov		-1,28e-12 (2,42e-12)		-4,17e-13 (1,18e-12)		-1,91e-13 (4,75e-13)		-1,53e-13 (9,65e-13)		-5,99e-13 (1,50e-12)		-6,28e-13 (9,43e-13)	
IDE(Gov ≤ γ)	-2,12e-11 (2,16e-11)		-4,60e-11* (2,56e-11)		1,06e-10*** (1,77e-11)		-5,61e-11* (2,89e-11)		-5,61e-11* (2,89e-11)		-2,66e-11 (8,79e-11)		-2,66e-11 (8,79e-11)
IDE(Gov > γ)	6,21e-11 (4,97e-11)		5,33e-11* (3,12e-11)		1,71e-10*** (2,49e-11)		6,01e-11* (3,33e-11)		6,01e-11* (3,33e-11)		-4,05e-12 (2,19e-11)		-4,05e-12 (2,19e-11)
OUI	-0,00524*** (0,000571)	0,00266*** (0,000522)	-0,00516*** (0,000555)	0,00266*** (0,000548)	-0,00484*** (0,000605)	0,00279*** (0,000472)	-0,00500*** (0,000591)	0,00284*** (0,000526)	-0,00500*** (0,000591)	0,00256*** (0,000509)	-0,00535*** (0,000615)	0,00273*** (0,000518)	
pop	0,0826 (0,372)	0,0805 (0,116)	0,364 (0,378)	0,0779 (0,114)	-0,467 (0,409)	0,0770 (0,103)	0,00954 (0,384)	0,0854 (0,106)	0,00954 (0,384)	0,0966 (0,111)	-0,289 (0,431)	0,117 (0,115)	
Gov	-0,0145** (0,00568)	0,00127 (0,00303)	-0,0176*** (0,00601)	0,00337 (0,00334)	0,00896** (0,00383)	0,00417 (0,00406)	-0,00960 (0,00890)	0,00382 (0,00291)	-0,00960 (0,00890)	0,00179 (0,00301)	0,0111 (0,00708)	0,00499 (0,00332)	
Constant	8,731*** (0,368)	0,0102 (0,299)	8,504*** (0,359)	-0,0614 (0,292)	8,894*** (0,392)	0,399 (0,505)	8,725*** (0,375)	0,0197 (0,265)	8,725*** (0,375)	-0,0551 (0,295)	8,814*** (0,402)	-0,143 (0,322)	
Seuil (γ)	9,27		12,92		0		1,96		8,29		12,66		
Stat. de Sargan		10,01		10,91		10,83		9,92		10,72		10,81	
P-value de Sargan		0,529		0,451		0,457		0,538		0,467		0,460	
Statistique AR(2)		-1,02		-0,94		-1,30		-1,08		-0,94		-1,04	
P-value de AR(2)		0,305		0,348		0,192		0,282		0,345		0,297	
Observations	56	48	56	48	56	48	56	48	56	48	56	48	
Nombre de pays	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	
R ²	0,689		0,703		0,684		0,672		0,672		0,646		

Notes : voir tableau 6.

Tableau 9. Résultats pour les pays de la SADC, 1996-2016

VARIABLES	Variable dépendante : PIB par habitant											
	(CORRUPT)		(GE)		(PS)		(RQ)		(RL)		(VA)	
	PTR (1)	GMM-Syst (2)	PTR (3)	GMM-Syst (4)	PTR (5)	GMM-Syst (6)	PTR (7)	GMM-Syst (8)	PTR (9)	GMM-Syst (10)	PTR (11)	GMM-Syst (12)
PIB retardée	0.929*** (0.0387)		0.926*** (0.0468)		0.995*** (0.0218)		0.937*** (0.0386)		0.967*** (0.0351)		0.943*** (0.0358)	
IDE-Gov	2.13e-13 (1.68e-13)		1.02e-13 (1.51e-13)		1.24e-13 (1.70e-13)		6.69e-14 (1.45e-13)		1.03e-13 (1.81e-13)		7.13e-14 (1.40e-13)	
IDE(Gov ≤ γ)	-5.39e-10 (4.37e-10)		1.06e-10*** (2.57e-11)		6.81e-11*** (1.95e-11)		-2.84e-09 (2.40e-09)		1.08e-10*** (2.88e-11)		1.08e-10*** (2.88e-11)	
IDE(Gov > γ)	6.92e-11*** (2.16e-11)		5.40e-11** (2.37e-11)		4.57e-10*** (1.06e-10)		6.22e-11*** (2.13e-11)		4.18e-11 (2.78e-11)		4.18e-11 (2.78e-11)	
OU	0.00344** (0.00132)		0.00304** (0.00126)		0.00172 (0.00124)		0.00297** (0.00131)		0.00271** (0.00129)		0.00271** (0.00129)	
pop	-0.174*** (0.0565)		-0.164*** (0.0518)		-0.134** (0.0516)		-0.168*** (0.0573)		-0.202*** (0.0541)		-0.202*** (0.0541)	
Gov	0.00407 (0.00261)		0.00833*** (0.00264)		-0.00153 (0.00235)		0.00441 (0.00309)		0.00261** (0.00102)		0.00261** (0.00102)	
Constant	7.870*** (0.191)		7.692*** (0.190)		8.244*** (0.173)		7.933*** (0.192)		7.639*** (0.242)		7.639*** (0.242)	
Seuil (γ)	5.68		65.38		51.03		2.08		61.54		62.82	
Stat. de Sargan	12.71		15.33		14.89		12.43		16.37		14.88	
P-value de Sargan	0.313		0.168		0.187		0.332		0.128		0.188	
Statistique AR(2)	0.74		0.88		0.19		0.76		0.81		0.81	
P-value de AR(2)	0.461		0.379		0.849		0.445		0.421		0.420	
Observations	63		63		63		63		63		63	
Nombre de pays	9		9		9		9		9		9	
R ²	0.427		0.491		0.516		0.412		0.464		0.464	

Notes : voir tableau 6.

Tableau 10. Résultats les pays de la CAE, 1996-2016

VARIABLES	Variable dépendante : PIB par habitant													
	(CORRUPT)		(GE)		(PS)		(RQ)		(RL)		(VA)			
	PTR (1)	GMM-Syst (2)	PTR (3)	GMM-Syst (4)	PTR (5)	GMM-Syst (6)	PTR (7)	GMM-Syst (8)	PTR (9)	GMM-Syst (10)	PTR (11)	GMM-Syst (12)		
PIB retardée	1.124*** (0.0813)		0.892*** (0.0707)		1.128*** (0.0647)		0.691*** (0.186)		1.044*** (0.0766)		1.194*** (0.166)			
IDE*Gov	-9.17e-13 (1.26e-12)		1.51e-12* (8.57e-13)		-1.53e-12 (9.62e-13)		2.37e-12* (1.34e-12)		-6.41e-13 (7.76e-13)		-6.46e-13 (1.10e-12)			
IDE(Gov ≤ γ)	4.43e-10*** (6.34e-11)		3.71e-10*** (4.10e-11)		3.09e-10*** (3.84e-11)		2.42e-10*** (4.62e-11)		8.83e-10** (3.23e-10)		1.54e-09*** (3.05e-10)			
IDE(Gov > γ)	2.77e-10*** (2.97e-11)		1.90e-10*** (6.30e-11)		1.78e-10*** (5.09e-11)		3.56e-10*** (5.61e-11)		2.79e-10*** (3.46e-11)		2.76e-10*** (3.67e-11)			
OU	0.0681*** (0.00191)		0.00433* (0.00238)		0.00256 (0.00307)		0.00796*** (0.00239)		0.00320 (0.00269)		0.00646** (0.00287)			
pop	-0.196*** (0.0523)		-0.207*** (0.0539)		0.0681 (0.0682)		-0.232*** (0.0651)		-0.157** (0.0660)		-0.225*** (0.0623)			
Gov	0.00706*** (0.00126)		0.0106*** (0.00203)		0.0106*** (0.00269)		0.00533*** (0.00169)		0.00789*** (0.00180)		0.00175 (0.00307)			
Constant	6.839*** (0.0806)		6.786*** (0.0888)		6.990*** (0.0934)		6.814*** (0.108)		6.898*** (0.0903)		7.000*** (0.0926)			
Seuil (γ)	14.55		42.36		34.12		42.79		22.96		17.49			
Stat. de Sargan	9.47		13.73		11.73		11.02		13.77		12.18			
P-value de Sargan	0.578		0.248		0.385		0.138		0.246		0.350			
Statistique AR(2)	0.02		0.44		0.07		-0.15		0.26		-0.11			
P-value de AR(2)	0.980		0.658		0.944		0.884		0.798		0.915			
Observations	35		35		35		35		35		35			
Nombre de pays	5		5		5		5		5		5			
R ²	0.913		0.906		0.877		0.863		0.887		0.882			

Notes : voir tableau 6.

Il apparaît, en considérant l'ensemble des pays de l'ASS, que l'efficacité des pouvoirs publics (GE) favorise significativement l'effet de l'IDE sur la croissance économique et cet effet se renforce lorsque GE est au-delà de 17,9% (Tableau 6, colonne 3). C'est au-delà d'un seuil de 21% que la qualité de la réglementation (RQ) tend à favoriser l'effet de l'IDE sur la croissance économique (Tableau 6, colonne 7). L'effet de la primauté du droit (RL) ne devient favorable qu'à partir d'un seuil de 8,3% (Tableau 6, colonne 9). Le caractère démocratique des institutions politiques (VA) ne renforce significativement l'effet de l'IDE sur la croissance qu'au-delà d'un seuil de 15,8% (Tableau 6, colonne 11). L'effet en général de GE, RQ, RL et VA est confirmé par l'estimation par les GMM. On peut noter que la variable interactive IDE*Gov n'apparaît pas significative quels que soient les indicateurs de gouvernance lorsque les seuils ne sont pas considérés.

C'est en dessous d'un seuil très faible de 1,76% en ASS que la lutte contre la corruption (CORRUPT) renforce l'effet de l'IDE sur la croissance économique. Au-delà de ce seuil, l'effet paraît toutefois atténué (Tableau 6, colonne 1). Il en va de même de l'effet catalyseur de la stabilité politique (PS) mais à partir d'un seuil élevé de 54,1% (Tableau 6, colonne 5). Cependant ces résultats sont fragiles. L'estimateur GMM ne confirme pas la robustesse des résultats obtenus concernant ces deux variables CORRUPT et PS.

Pour appréhender le rôle des indicateurs de gouvernance, l'analyse portant ici sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne doit être précisée en considérant les différences entre CER.

3.2.2. Dans les communautés économiques régionales

Les résultats par CER permettent de relever quelques spécificités.

Dans la CEEAC, il n'apparaît pas vraiment d'effet de seuil des indicateurs de gouvernance (Tableau 8) qui s'avèrent peu ou pas significatifs, sauf peut-être PS mais son effet n'est pas confirmé par l'estimateur GMM (Tableau 8, colonne 6). Cela peut s'expliquer par les faibles performances en matière de gouvernance dans cette CER (voir Tableau 1). Cela peut aussi s'expliquer par la forte dépendance de la CEEAC à l'exploitation des ressources naturelles (Asiedu et Lien, 2011). Les investissements des firmes étrangères et leurs effets sur la croissance des économies sont largement indépendants du niveau de gouvernance.

Dans la CEDEAO, une amélioration de la stabilité politique (PS) à partir d'un niveau très bas de 4,35% renforce l'effet de l'IDE sur la croissance économique (Tableau 7, colonne 5). On peut considérer qu'un niveau minimum de stabilité politique permet aux investisseurs d'avoir au moins à court terme un certain nombre de garanties sur la viabilité de leurs projets (Trojette, 2016). Tous les pays de la CEDEAO ont un niveau de stabilité politique (PS) qui se situe au-dessus du seuil de 4,35%.

Par contre, dans la SADC, le niveau de stabilité politique (PS) exerce un effet important, d'autant plus au-delà d'un seuil de 51% (Tableau 9, colonne 5). Seuls le Botswana, les Iles Maurice, la Namibie et les Iles Seychelles ont un niveau de stabilité politique (PS) qui se situe au-dessus de ce seuil. Pour les 10 autres pays de cette CER, une amélioration du niveau de stabilité politique pour parvenir à ce seuil semble nécessaire pour mieux tirer parti de l'effet de l'IDE sur la croissance économique. Dans la CAE aussi, PS semble jouer un certain rôle catalyseur.

Concernant CORRUPT, cet indicateur n'apparaît pas significatif dans la CEEAC. Il semble exercer un effet moins sensible à partir d'un seuil assez bas dans la CEDEAO (9,79%) et dans la CAE (14,5%), où une amélioration du niveau de lutte contre la corruption paraît donc associée à un effet moindre des IDE sur la croissance. De manière encore plus particulière, dans la SADC, la corruption lorsqu'elle est prononcée apparaît avoir un effet positif sur les IDE au-dessous d'un seuil de 5,68%.

Dans la CEDEAO, le caractère démocratique des institutions politiques (VA) renforce, au-delà de 30,3%, l'effet de l'IDE sur la croissance économique (Tableau 7, colonne 11). Seuls des pays comme le Bénin, le Ghana, le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso, le Niger, la Sierra Leone et plus que tous les autres le Cap-Vert ont un niveau de VA supérieur à la fois au seuil de l'ASS et à celui de la CEDEAO.

Dans la CAE, l'amélioration du caractère démocratique des institutions politiques (VA) tend à atténuer l'ampleur de l'effet de l'IDE sur la croissance économique au-delà d'un seuil de 17,5% (Tableau 10, colonne 11). C'est particulièrement le cas pour l'Ouganda, la Tanzanie, le Kenya et le Rwanda. Néanmoins, ce résultat ne paraît pas robuste lorsque nous recourons à l'estimateur des GMM, où cette variable de gouvernance n'apparaît pas significative. Ce résultat semble confirmer les conclusions de Kosack et Tobin (2006) selon lesquelles les IDE n'ont aucun effet sur la croissance économique dans les pays les moins avancés – ce qui est le cas de la CAE – quel que soit leur régime, démocratique ou pas. On peut suivre aussi Asiedu et Lien (2011) pour en évoquer les raisons. Premièrement, la longévité d'un gouvernement implique pour les FMN un environnement des affaires plus stable et plus prévisible. Or les régimes démocratiques connaissent souvent des changements plus fréquents de gouvernement. Deuxièmement, l'IDE orienté vers l'Afrique, en particulier vers la CAE, est principalement motivé par l'accès aux ressources naturelles. Comme les ressources naturelles sont très importantes d'un point de vue stratégique, politique et financier pour un pays, l'IDE dans ces secteurs peut être fortement contrôlé par des régimes autocratiques.

Pour la qualité de la réglementation (RQ), le seuil à partir duquel l'effet devient plus fort est un peu supérieur que pour l'ASS (Tableau 10, colonne 7). Mais il convient de noter que pour tous ces résultats le nombre d'observations est plus faible que pour les autres CER dans la mesure où la CAE ne comprend que cinq pays.

CONCLUSION

Cet article montre que la qualité des institutions et de la gouvernance tend à jouer à plusieurs égards un rôle conditionnel concernant les effets que les IDE peuvent exercer sur la croissance dans les pays d'Afrique subsaharienne : il en va ainsi de la qualité des services publics et du fonctionnement des pouvoirs publics, du caractère démocratique des institutions politiques, du poids des réglementations et de la primauté du droit. Cet article montre aussi qu'il existe des seuils en fonction desquels ces quatre variables institutionnelles peuvent avoir des effets différents.

Les résultats selon les Communautés économiques régionales de l'Afrique subsaharienne montrent cependant le caractère parfois hétérogène des seuils observés. Ils montrent surtout l'effet catalyseur peu convaincant et parfois ambigu que peuvent exercer selon les CER la stabilité politique et le degré de corruption.

Au terme de cette étude, il convient de noter que les résultats obtenus mériteraient d'être confortés sur le plan méthodologique, que ce soit dans la spécification du modèle et le choix des variables de contrôle, en considérant par exemple le rôle du capital humain ou la nature sectorielle des IDE, mais aussi en ce qui concerne les indicateurs du niveau de gouvernance. Le recours à des bases alternatives de mesure du niveau de gouvernance telles que les indicateurs de Polity IV ou ceux du CPIA, ou encore de l'ICRG pourrait permettre de consolider ou nuancer les résultats obtenus ici avec les indicateurs de gouvernance de Kaufmann, Kraay et Mastruzzi. Par exemple, McCloud et Kumbhakar (2012) soulignent que la relation entre croissance économique et qualité des institutions dépend de comment est mesurée la qualité des institutions. Une réflexion dans ce sens peut constituer une extension future de ce travail.

REFERENCES

- Agbloyor, E., K., Gyeke-Dako, A., Kulpo, R., et Abor, J., Y. (2016)**, « Foreign Investment and Economic Growth in SSA: The Role of Institutions », *Thunderbird International Business Review*, Vol. 58, N° 5, pp. 479-497.
- Ajide, K., Adeniyi, O., et Raheem, I. (2014)**, « Does Governance Impact on the Foreign Direct investment-Growth nexus in Sub-Saharan Africa ? », *Zagreb International Review of Economics & Business*, Vol. 17, N° 2, pp 71-81.
- Akinlo, A. E. (2004)**, « Foreign direct investment and growth in Nigeria: An empirical investigation », *Journal of Policy Modeling*, Vol. 26 (2004), pp. 627- 639.
- Alege, Ph., Ogunidipe, A. A. (2014)**, « Foreign Direct Investment and Economic Growth in ECOWAS: A System-GMM Approach », *Covenant Journal of Business and Social Sciences (CJBSS)*, Vol. 5, N° 1, pp. 1-22.
- Alfaro, L., Chanda, A., Kalemli-Ozcan, S., et Sayek, S. (2004)**, « FDI and economic growth: the role of local financial markets », *Journal of International Economics*, Vol. 64, pp. 89-112.
- Asiedu, E., et Lien, D. (2011)**, « Democracy, Foreign direct investment and natural resources », *Journal of International Economics*, N° 84, pp. 99-111.
- Azman-Saini, W. N. W., Baharumshah, A. Z., et Law, S. H. (2010a)**, « Foreign direct investment, economic freedom and economic growth: International evidence », *Economic Modelling*, Vol. 27, pp. 1079-1089.
- Azman-Saini, W. N. W., Law, S. H., Ahmad, A., H. (2010b)**, « Foreign direct investment and economic growth: New evidence of role of financial markets », *Economics Letter*, Vol. 17, N° 2, pp. 211-213.
- Balasubramanyam, M. S. (1996)**, « Foreign Direct Investment and Growth in EP and is Countries », *The Economic Journal*, Vol. 106, N° 434, pp. 92-105.
- Bellos, S., et Subasat, T. (2013)**, « Governance and foreign direct investment in Latin America: A panel gravity model approach », *Latin America Journal of Economics*, Vol. 50, N° 1, pp. 107-131.
- Bengoa, M., et Sanchez-Robles, B. (2003)**, « Foreign direct investment, economic freedom and growth: new evidence from Latin America », *European Journal of Political Economy*, Vol. 19, pp. 529-545.
- Blomström, M., et Wolff, E. (1994)**, « Multinational corporations and productivity convergence in Mexico », dans Baumol W.
- Blonigen, B., et Wang (2005)**, « Inappropriate Pooling of Wealthy and Poor Countries in Empirical FDI », *NBER Working Paper*, N° 10378, pp. 1-31.
- Blundell, et Bond (1998)**, Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models. *Journal of Econometrics*, Vol. 87, pp. 15-143.
- Borensztein, E., De Gregorio J., et Lee J. (1998)**, « How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth? », *Journal of International Economics*, Vol. 45, N° 3, pp. 115-135.
- Bouklia, H. F., et Zatla N. (2001)**, « L'IDE dans le Bassin Méditerranéen : Ses déterminants et son effet sur la croissance économique », *Seconde Conférence du FEMISE, Marseille*.
- Brahim, M., et Rachdi, H. (2014)**, « Foreign direct Investment, Institutions and economic Growth: Evidence from the MENA Region », *Journal of Reviews on Global Economics*, Vol. 3, pp. 328-339.
- Brewer, T. (1991)**, « Foreign Direct Investment in Developing Countries: Patterns, policies, prospects », *PRE working paper*, N° 34.
- Carkovic, M., et Levine, R. (2002)**, « Does Foreign Direct Investment Accelerate Economic Growth? », *University of Minnesota, Working Paper*.
- Caner et Hansen (2004)**, « Instrumental variable estimation of a threshold model », *Econometric Theory*, Vol. 20, pp. 813-843.
- Darrat, A., Kherfi, S., et Soliman, M. (2005)**, « FDI and Economic Growth in CEE and MENA Countries: A Tale of Two Regions », *ERF 12th Annual Conference 19th-21st December, Egypt*.
- Durham, B. (2004)**, « Absorptive capacity and the effects of FDI and equity foreign portfolio investment on economic growth », *European Economic Review*, Vol. 48, pp. 285 - 306.
- González, A., Teräsvirta, T., et Dijk, D., V. (2005)**, « Panel Smooth Transition Regression Models », *Research Paper 165*.

- Gui-Diby, S., L. (2014)**, « Impact of foreign direct Investments on economic growth in Africa: Evidence from three Decades of panel data Analyses », *Research in Economics*, Vol. 68, N° 3, pp. 1-26.
- Hansen, B. E. (2000)**, « sample splitting and threshold estimation », *Econometrica*, Vol. 68, N°3, pp. 575-603
- Hansen, B. E. (1999)**, « Threshold effects in non-dynamic panels: Estimation, testing and inference », *Journal of Econometrics*, Vol. 93, N° 2, pp. 345-368.
- Hsiao, C., et Shen, Y. (2003)**, « Foreign direct investment and economic growth: the importance of institutions and urbanization », *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 51, pp. 883-896.
- Jude, C., et Levieuge, G. (2013)**, « Growth effect of FDI in developing economies: the role of institutional quality », MPRA, N° 49321, pp 1-31.
- Jugurnath, B., Chuckun, N., Fauzel, S. (2016)**, « Foreign Direct Investment and Economic Growth in Sub-saharan Africa: An Empirical Study », *Theoretical Economics Letters*, Vol. 6, pp. 798-807.
- Kaufmann, D., Kraay, A., et Mastruzzi, M. (2010)**, Measuring governance using cross-country perceptions data, World Bank Policy Research Working Paper. Washington, DC: World Bank.
- Kosack, S. et Tobin, J. (2006)**, « Funding self-sustaining development: The role of aid, FDI and government in economic success », *International Organization*, Vol. 60, pp. 205-243.
- Lipsey, R. (2000)**, « Inward FDI and Economic Growth in Developing Countries », *Transnational Corporations*, Vol. 9, N° 1, pp. 67-95.
- Malikane, C., et Chitambara, P. (2017)**, « Foreign Direct Investment, Democracy and Economic Growth in Southern Africa », *African Development Review*, Vol. 29, N°1, pp. 92-102.
- McCloud, et Kumbhakar (2012)**, « Institutions, foreign direct investment and growth: ahierarchical Bayesian approach », *Journal of the Royal Statistical Society*, Vol. 175, Part 1, pp. 83-105
- Morrissey, O. et Udomkerdmongkol, M. (2012)**, « Governance, private investment and foreign direct investment in developing countries », *World Development*, Vol. 40, N°3, pp. 437-45.
- Nembot Ndeffo, L., Kamdem, D., et Tsafack Nanfosso, R. (2013)**, « Direct Investments and Economics Growth in Sub-Saharan countries: A comparative analysis between landlocked countries and countries having access to sea », *International Journal of Economics and Finance*, Vol. 5, N° 6, pp. 158-169.
- Ngouhou, I. (2008)**, *Les investissements directs étrangers en Afrique centrale : attractivité et effets économiques*, Thèse de Doctorat en Sciences Économiques, Université du Sud Toulon-Var.
- OCDE (2002)**, L'investissement direct étranger au service du développement : optimiser les avantages et minimiser les coûts, Paris, OCDE.
- Othman, J., Jafari, V. et Sarmidi, T. (2014)**, « Economic growth, foreign direct investment, macroeconomic conditions and sustainability in Malaysia », *Applied Econometrics and International Development*, Vol. 14, N° 1, pp. 213-223.
- Ozekhome, H., O. (2017)**, « Does Democratic Institutions and Foreign Direct Investment Affect Economic Growth », *Oradea Journal of Business and economics*, Vol.2, N°2, pp. 27-36.
- Sadik, A., et Bolbol, A. (2001)**, « Capital Flows, FDI, and Technology Spillover: Evidence from Arab countries », *World Development*, Vol. 29, N° 12, pp. 2111-2125.
- Saltz, M. (1992)**, « The Negative correlation Between Foreign direct Investment and Economic Growth in the Third World, Theory and Evidence », *Revista Di science Economice e commerciali*, Vol. 39, N° 7, pp. 617-633.
- Shuaibu, M., I., et Fowowe, B. (2014)**, « Is Foreign Direct Investment Good for Poor? New Evidence From African Countries », *Economic Change and restructuring*, N°47, pp. 321-339.
- Trojette, I. (2016)**, « The Effect of Foreign Direct Investment on Economic Growth: The Institutional Threshold », *Région et Développement*, N°43, pp. 112-138.
- Vu, T. B., et Noy, I. (2009)**, « Sectoral analysis of foreign direct investment and growth in the developed countries », *Int. Fin. Markets, Inst. and Money*, Vol. 19, pp. 402-413.
- Zghidi, N., Sghaier, I., M., et Abida, Z. (2016)**, « Does Economic Freedom Enhance the impact of Foreign Direct investment on Economic growth in North Countries? », *African Development Review*, Vol. 28, N°1, pp. 64-74.

Annexe 1. Les pays du panel, 1996-2016

Burundi · Kenya · Rwanda · Ouganda · Tanzanie · Angola · Cameroun, Guinée équatoriale · République centrafricaine · République démocratique du Congo · République du Congo · São Tomé-et-Príncipe · Tchad · Gabon · Bénin · Burkina Faso · Cap-Vert · Côte d'Ivoire · Gambie · Ghana · Guinée · Guinée-Bissau · Libéria · Mali · Niger · Nigeria · Sénégal · Sierra Leone · Togo · Afrique du Sud · Botswana · Lesotho · Madagascar · Malawi · Maurice · Mozambique · Namibie · Seychelles · Eswatini · Zambie · Zimbabwe.

Notes : Eswatini est le nouveau nom de la république du Swaziland depuis Août 2018.

Annexe 2. Les Communautés économiques régionales

CEEAC : Angola · Burundi · Cameroun · République centrafricaine · République démocratique du Congo · Congo · Gabon · Guinée équatoriale · Tchad · São Tomé et Príncipe.

CAE : Burundi · Kenya · Ouganda · Tanzanie · Rwanda.

CEDEAO : Bénin · Burkina Faso · Cap-Vert · Côte d'Ivoire · Gambie · Ghana · Guinée · Guinée-Bissau · Liberia · Mali · Niger · Nigeria · Sénégal · Sierra Leone · Togo.

SADC : Angola · Botswana · Lesotho · Malawi · Mozambique · Eswatini · Tanzanie · Zambie · Zimbabwe · Namibie · Afrique du Sud · Maurice · République démocratique du Congo · Madagascar · Seychelles.

The effect of foreign direct investment on economic growth in Sub-Saharan Africa: the role of institutions

Abstract - This paper aims to analyze the role of institutions into Foreign Direct Investment (FDI) effect on growth of GDP per capita for 41 Sub-Saharan African countries (SSA). For that end, we use PTR model across three years average data over the period 1996-2016. Econometric estimations show voice and accountancy, government effectiveness, regulation quality and rule of law have a catalyst role, with some particular threshold, into the effect of FDI on growth. On the other hand, they show an ambiguous effect of fighting against corruption and political stability. Analysis also shows differentiated effects among some regional economic communities of SSA.

Key-words

Foreign Direct Investment
Institutions
Threshold effect
Economic growth
SSA
EAC
ECCAS
ECOWAS
SADC
